

Art. 11. En cas d'absence du président, le président suppléant le remplace pour l'application du présent règlement.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1996.

Art. 13. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 11. Bij afwezigheid van de voorzitter, vervangt de plaatsvervangende voorzitter hem voor de toepassing van dit reglement.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1996.

Art. 13. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 3022

[C - 97/22842]

29 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 décembre 1975 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours et l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 6, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 62, §§ 3 et 5, remplacé par la loi du 29 avril 1996;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1975 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours, notamment les articles 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 19 février 1988, 4, 6, 11, 12, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 6 avril 1995 et 12, alinéa 1^{er}, 3^o, modifié par l'arrêté royal du 23 avril 1979;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 6, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment les articles 3bis, inséré par l'arrêté royal du 25 janvier 1989 et modifié par l'arrêté royal du 15 septembre 1994, et 4, modifié par les arrêtés royaux des 25 janvier 1989, 5 juin 1990, 15 septembre 1994 et 15 mars 1995;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés du 26 novembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 septembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1975 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours, modifié par l'arrêté royal du 19 février 1988, les mots "l'article 62, § 4," sont remplacés par les mots "l'article 62, § 3,".

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans la phrase liminaire, les mots "l'article 62, § 4," sont remplacés par les mots "l'article 62, § 3,";

2^o l'alinéa unique est complété comme suit :

« 3^o qui, pendant qu'il est régulièrement inscrit dans une université située dans le Royaume, suit un enseignement à plein temps dans un autre Etat membre de l'Union européenne, qui fait partie intégrante du programme d'étude de cette université située dans le Royaume et bénéficie d'une pleine reconnaissance académique. »

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 3022

[C - 97/22842]

29 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt en het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 6, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 62, §§ 3 en 5, vervangen bij de wet van 29 april 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt, inzonderheid op de artikelen 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 februari 1988, 4, 6, 11, 12, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 april 1995 en 12, eerste lid, 3^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 april 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 6, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op de artikelen 3bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 januari 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 september 1994, en 4, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 januari 1989, 5 juni 1990, 15 september 1994 en 15 maart 1995;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers van 26 november 1996;

Gelet op het advies van Inspectie van Financiën, gegeven op 30 september 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 februari 1988, worden de woorden "artikel 62, § 4," vervangen door de woorden "artikel 62, § 3,".

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de inleidende zin worden de woorden "artikel 62, § 4," vervangen door de woorden "artikel 62, § 3,";

2^o het enige lid wordt aangevuld als volgt :

« 3^o dat, terwijl het regelmatig ingeschreven is in een in het Rijk gevestigde universiteit, voltijds onderwijs volgt in een andere Lidstaat van de Europese Unie dat integraal deel uitmaakt van het studieprogramma van deze in het Rijk gevestigde universiteit en een volledige academische erkenning krijgt. »

Art. 3. Dans l'article 6 du même arrêté, les mots "à l'article 3, 2°, du présent arrêté." sont remplacés par les mots "aux articles 3, 2° et 4."

Art. 4. Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 10bis. § 1^{er}. L'enfant qui interrompt les cours qu'il a suivis régulièrement à l'étranger pendant toute la période à partir de la fin des vacances à l'étranger jusqu'à juin inclus, reste bénéficiaire des allocations familiales pendant la période des vacances à condition qu'il reprenne les cours en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen le jour où ces cours débutent effectivement et au plus tard le 1^{er} novembre de la même année civile.

Est à considérer comme période des vacances au sens de l'alinéa 1^{er}, la période qui suit directement l'interruption des cours à l'étranger. Cette période commence au plus tôt le 1^{er} juillet et se termine au plus tard le 31 octobre de la même année civile.

§ 2. L'enfant qui interrompt les cours qu'il a suivis régulièrement en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen pendant toute la période à partir du 1^{er} novembre jusqu'au début des vacances à l'étranger reste bénéficiaire des allocations familiales pendant la période des vacances à l'étranger, à condition qu'il reprenne les cours à l'étranger le jour où ces cours débutent effectivement.

Est à considérer comme période des vacances à l'étranger au sens de l'alinéa 1^{er}, la période qui correspond aux vacances effectives à l'étranger, dont la preuve doit être fournie. Cette période ne peut toutefois excéder cent vingt jours civils. »

Art. 5. Dans l'article 11 du même arrêté, les mots "articles 9 et 10" sont remplacés par les mots "articles 9, 10 et 10bis".

Art. 6. A l'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase liminaire, modifiée par l'arrêté royal du 6 avril 1995, les mots "l'article 62, § 6," sont chaque fois remplacés par les mots "l'article 62, § 5,";

2° le 3°, modifié par l'arrêté royal du 23 avril 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° lorsqu'à défaut d'être exercée dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants visé au titre VI de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, elle est exercée pendant les vacances visées aux articles 9, 10 et 10bis. Lorsqu'une activité lucrative est exercée avant ou après ces vacances, durant le mois civil au cours duquel elles commencent ou se terminent, les allocations familiales relatives à ce mois sont octroyées aux conditions visées au 2°, sans préjudice du 1°. »

Art. 7. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 6 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, les mots "l'article 62, § 6" sont remplacés par les mots "l'article 62, § 5".

Art. 8. Dans l'article 3bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 janvier 1989 et modifié par l'arrêté royal du 15 septembre 1994, les mots "l'article 62, § 4," sont remplacés par les mots "l'article 62, § 3,".

Art. 9. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, modifié par les arrêtés royaux des 25 janvier 1989 et 5 juin 1990, est abrogé;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 25 janvier 1989, 5 juin 1990 et 15 septembre 1994, est abrogé.

Art. 10. 1° Les articles 1^{er}, 2, 1°, 6, 1°, 7 et 8 du présent arrêté produisent leurs effets le 30 avril 1996;

2° les articles 4 et 5 du même arrêté produisent leurs effets le 1^{er} juillet 1996;

3° les articles 2, 2°, 3 et 6, 2° du même arrêté produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1997, sauf dans la mesure où ce dernier article se réfère à l'article 10bis auquel cas il produit ses effets le 1^{er} juillet 1996;

4° l'article 9 du même arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. In Artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "bij artikel 3, 2° van dit besluit." vervangen door de woorden "bij de artikelen 3, 2° en 4."

Art. 4. Een artikel 10bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 10bis. § 1. Het kind dat de lessen onderbreekt die het regelmatig in het buitenland heeft gevolgd gedurende de hele periode vanaf het einde van de vakantie in het buitenland tot en met juni, blijft rechtgevend op kinderbijslag gedurende de vakantieperiode op voorwaarde dat het de lessen hervat in België of in een andere Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte op de dag dat deze lessen werkelijk aanvangen en ten laatste op 1 november van hetzelfde kalenderjaar.

Als vakantieperiode in de zin van het eerste lid dient te worden beschouwd de periode die onmiddellijk volgt op de onderbreking van de lessen in het buitenland. Deze periode vangt ten vroegste aan op 1 juli en eindigt ten laatste op 31 oktober van hetzelfde kalenderjaar.

§ 2. Het kind dat de lessen onderbreekt die het regelmatig in België of in een andere Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte heeft gevolgd gedurende de hele periode vanaf 1 november tot het begin van de vakantie in het buitenland, blijft rechtgevend op kinderbijslag gedurende de vakantieperiode in het buitenland op voorwaarde dat het de lessen hervat in het buitenland op de dag dat deze lessen werkelijk aanvangen.

Als vakantieperiode in het buitenland in de zin van het eerste lid dient te worden beschouwd de periode die overeenstemt met de bewezen werkelijke vakantie in het buitenland. Deze periode mag evenwel honderdtwintig kalenderdagen niet overschrijden. »

Art. 5. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden "artikelen 9 en 10" vervangen door de woorden "artikelen 9, 10 en 10bis".

Art. 6. In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 april 1995, worden de woorden "artikel 62, § 6," telkens vervangen door de woorden "artikel 62, § 5,";

2° de 3°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 april 1979, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° wanneer, ingeval zij niet wordt uitgeoefend in het kader van een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten, bedoeld bij titel VI van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, zij uitgeoefend wordt gedurende de vakantie bedoeld bij de artikelen 9, 10 en 10bis. Wanneer een winstgevende activiteit wordt uitgeoefend voor of na die vakantie, gedurende de kalendermaand in de loop waarvan ze begint of eindigt, wordt de kinderbijslag die betrekking heeft op deze maand toegekend onder de voorwaarden bedoeld in 2°, onverminderd 1°. »

Art. 7. In het opschrift van het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 6 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, worden de woorden "artikel 62, § 6" vervangen door de woorden "artikel 62, § 5".

Art. 8. In artikel 3bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 januari 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 september 1994, worden de woorden "artikel 62, § 4," vervangen door de woorden "artikel 62, § 3,".

Art. 9. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, 1°, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 januari 1989 en 5 juni 1990, wordt opgeheven;

2° § 2, eerste lid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 januari 1989, 5 juni 1990 en 15 september 1994, wordt opgeheven.

Art. 10. 1° De artikelen 1, 2, 1°, 6, 1°, 7 en 8 van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 30 april 1996;

2° de artikelen 4 en 5 van hetzelfde besluit hebben uitwerking met ingang van 1 juli 1996;

3° de artikelen 2, 2°, 3 en 6, 2° van hetzelfde besluit hebben uitwerking met ingang van 1 september 1997, behalve in de mate dat dit laatste artikel verwijst naar artikel 10bis in welk geval het uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1996;

4° artikel 9 van hetzelfde besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 11. Notre Ministre des Affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme DE GALAN

Art. 11. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. DE GALAN

F. 97 — 3023

[97/22894]

24 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1991 portant composition et organisation du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 34;

Vu l'arrêté royal du 7 mars 1991 portant composition et organisation du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, complété par l'arrêté ministériel du 13 mars 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, alinéa 1er, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Considérant que le mandat des membres du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale est venu à expiration le 31 mars 1997;

Vu l'urgence de pouvoir procéder à la nouvelle composition du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, afin de garantir la continuité de fonctionnement de ce comité;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre des Petites et Moyennes entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1er de l'arrêté royal du 7 mars 1991 portant composition et organisation du Comité général de coordination de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, modifié par l'arrêté ministériel du 13 mars 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, 1°, le mot « parmi » est inséré entre les mots « parmi les fonctionnaires dirigeants ou » et les mots « les anciens fonctionnaires dirigeants »;

2° dans la version néerlandaise de l'alinéa 1er, 5°, les mots « één lid die de Fondsen voor Bestaanszekerheid vertegenwoordigt » sont remplacés par les mots « één lid dat de Fondsen voor Bestaanszekerheid vertegenwoordigt »;

3° l'alinéa 1er, 6°, est remplacé par la disposition suivante :

« 6° d'un fonctionnaire représentant le Ministre de la Fonction publique; »;

4° à l'alinéa 2, les mots « Le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions » sont remplacés par les mots « Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions ».

Art. 2. Dans l'article 3, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions » sont remplacés par les mots « Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions ».

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, 3°, les mots « et l'Administrateur général adjoint » sont insérés entre les mots « de l'Administrateur général » et les mots « de la Banque-carrefour de la sécurité sociale »;

N. 97 — 3023

[97/22894]

24 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 1991 houdende samenstelling en organisatie van het Algemeen coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1991 houdende samenstelling en organisatie van het Algemeen coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, aangevuld door het ministerieel besluit van 13 maart 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Overwegende dat het mandaat van de leden van het Algemeen coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid is verstreken op 31 maart 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid te kunnen overgaan tot de nieuwe samenstelling van het Algemeen coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid teneinde de continuïteit van de werking van dit comité te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 maart 1991 houdende samenstelling en organisatie van het Algemeen coördinatiecomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 13 maart 1991, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1e lid, 1°, wordt tussen de woorden « uit de leidend ambtenaren of » en « gewezen leidend ambtenaren » het woord « uit » ingevoegd;

2° in het 1e lid, 5°, worden de woorden « één lid die de Fondsen voor Bestaanszekerheid vertegenwoordigt » vervangen door de woorden « één lid dat de Fondsen voor Bestaanszekerheid vertegenwoordigt »;

3° het 1e lid, 6°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° een ambtenaar die de Minister van Ambtenarenzaken vertegenwoordigt, »;

4° in het 2e lid worden de woorden « De Minister die de Sociale Voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft » vervangen door de woorden « De Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft ».

Art. 2. In artikel 3, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « de Minister die de Sociale voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft » vervangen door de woorden « de Minister die de Sociale zaken onder zijn bevoegdheid heeft ».

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 2e lid, 3°, worden tussen de woorden « de Administrateur-generaal » en « van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid » de woorden « en de Adjunct-administrateur-generaal » ingevoegd;